

PATRIMONIA

19^{ème} Convention annuelle des professionnels du patrimoine

Sommaire

Nos sociétés occidentales se fragilisent avec la crise, les citoyens demandent un vrai débat démocratique pour construire quelque chose de « nouveau » ensemble. Nos dirigeants sauront-ils saisir cette opportunité ?

Nos sociétés occidentales se fragilisent avec la crise, les citoyens demandent un vrai débat démocratique pour construire quelque chose de « nouveau » ensemble. Nos dirigeants sauront-ils saisir cette opportunité ?

Participants :

- **Jean-Marc DANIEL, économiste, professeur à ESCP Europe**
- **Philippe DESSERTINE, économiste, Institut des Hautes Études financières, essayiste.**

Jean-Marc DANIEL

En 1981, lors de l'élection de François Mitterrand, un certain nombre de personnes se demandaient comment faire modestement fortune alors que les socialistes étaient au Pouvoir. La réponse historique était la suivante : « *Il est nécessaire de débiter avec une grosse fortune* ». En ce salon Patrimonia, le conseil à donner, puisque les socialistes sont de nouveau au Pouvoir, est de vérifier ses finances avant de souhaiter faire une petite fortune.

La capacité à faire fortune se pose de façon aiguë en période de crise. Pour ma part, j'ai toujours entendu ce terme de crise et, malgré mon âge, j'ai toujours vécu dans la crise. Un collègue m'expliquait récemment que la dernière période sans crise remontait à 1965. Nous sommes donc en crise depuis 1966, ce qui signifie soit qu'il n'existe pas de solution soit que le mot « crise » n'est pas utilisable et opératoire.

Le terme de crise économique a surgi dans le discours au cours des années 1820. Ce terme légitimait une vision d'une société méchante, qui n'a pas donné aux populations ce qu'elles devaient recevoir et devait donc disparaître. C'est à cette disparition que conduisait la crise. Un fameux économiste des années 1920, Erwing Fischer, indiquait la veille du Jeudi Noir, alors qu'il présidait le dîner de l'American Economic Association, que la situation était favorable. Il pensait en effet que, grâce à la Prohibition, les ouvriers américains étaient beaucoup plus sobres que les ouvriers anglais, ce permettrait d'accroître la productivité et la croissance des États-Unis. Six mois après, le taux de chômage atteignait 20 %. Interrogé sur son manque d'anticipation, Fischer a répondu qu'il ne pouvait apporter une réponse différente car annoncer une catastrophe alors aurait suscité des anticipations négatives, qui lui auraient été reprochées. En revanche, l'économiste de moindre notoriété peut toujours annoncer des catastrophes et se vanter au moment où surgissent des problèmes de sa lucidité auparavant méprisée. Vous reconnaîtrez dans ce tableau des personnes comme Nouriel Roubini et autres hurluberlus qui nous assassinent d'idées absurdes. Si la notion de crise n'est pas opératoire, nous devons recourir à d'autres notions.

Dans le débat actuel, je suis fasciné par l'émergence brutale de certains mots. Par exemple, on nous parle sans cesse de « compétitivité ». Pour ma part, j'ai participé l'an dernier à quatre groupes sur la compétitivité. Ce mot recouvre en fait ce qu'on appelait au 19^{ème} siècle le devoir de misère. Le socialiste Paul Lafargue affirmait que le droit au travail, impliquant que l'État devait tout faire pour que tout le monde ait du travail, est en pratique

un devoir de misère. Il recouvre un refus de rémunérer correctement le travail et un refus du progrès. La traduction immédiate du progrès technique est en effet de supprimer des emplois dans un secteur d'activité. Le progrès technique est certes vecteur de croissance, mais il redistribue les emplois. En ce sens, celui qui perd son emploi va avoir tendance à entrer en lutte contre le progrès technique. Et c'est cela le devoir de misère, le refus de toute mutation, le fait de baisser le coût du travail pour essayer de maintenir des activités condamnées.

Le terme de compétitivité est souvent interprété en comparant systématiquement notre situation à celle de nos voisins. Cette obsession des autres est inutile, voire même dangereuse. Si nous devons faire reposer notre croissance économique sur davantage d'exportations, si nous devons faire baisser nos salaires pour prendre des parts de marché aux autres, comment résoudrons-nous le problème de la croissance à l'échelle de la planète, comme le soulignait Timothy Geithner, Secrétaire américain au Trésor lors du dernier G20 ? Selon lui, les Américains ont exploré les éventuels marchés possibles sur la Lune, mais ont constaté qu'il n'y en avait pas !! Par conséquent, on ne résoudra pas les problèmes d'un pays en essayant de prendre de la croissance dans d'autres pays.

Comparaison n'est donc pas raison. Dans les années 60, la France était comparée à l'Union Soviétique. Lorsque j'ai commencé mes études, j'ai même suivi des cours de planification socialiste. Le monde était annoncé comme devant finir aux mains de l'Union Soviétique. L'un de nos penseurs bien connu a d'ailleurs écrit dans les années 1980 deux livres définitifs : « Europe, vers la finlandisation » et « Pourquoi le communisme a gagné ? » (1988). La France a ensuite été comparée au Japon, puis à la Chine et aujourd'hui à l'Allemagne.

Chaque fois, les pays choisis présentent un excédent extérieur. Or ce dernier ne résulte pas de fortes exportations, mais de faibles importations, qui correspondent à un faible niveau de consommation. Un pays qui présente un excédent extérieur dégage de l'épargne, signe d'une société vieille. La population active de l'Allemagne perd 300 000 personnes par an. Le Japon est une maison de retraite et la Chine, une maison de retraite en devenir. Je suis consterné que l'on propose de tels modèles aux étudiants. Quel avenir peut-on promettre à des jeunes si l'avenir est de ne plus avoir d'enfants ? Le terme de compétitivité s'accompagne donc d'une vision de la société que je réproouve car elle conduit à admirer la vieillesse.

Je suis également fasciné par l'usage que l'on fait du terme « concurrence ». Tout le monde se dit favorable à la concurrence. Moi, je le suis profondément. Le problème est que, les gens soi disant favorables à la concurrence éprouvent souvent le besoin de la déclarer impossible au niveau international car nos concurrents sont déloyaux. C'est ainsi que l'Angleterre est fourbe ; mais soyons juste : elle l'a toujours été ! L'Allemagne travaille, ce qui est agressif et particulièrement déloyal. Le Chinois est également déloyal depuis le Paléolithique. L'expression « Péril jaune » inventée à la fin du 19^{ème} siècle sous-entendait que l'ouvrier à 5 sous, chinois, vaincrait l'ouvrier à 5 francs, français.

Au nom d'une vision mythique de la concurrence internationale, qui doit être loyale, nous ne l'acceptons pas. Il conviendrait donc de rétablir la loyauté. Pour faire payer les Chinois, on nous propose des droits de douane. Cependant, qui les paye ? Après réflexion, je conclus que c'est le consommateur qui les paie et qui est donc puni. Dans cette logique de refus de la concurrence internationale, que nous propose-t-on ? Certains proposent de sortir de l'euro pour dévaluer et améliorer la compétitivité. Ainsi les Grecs doivent-ils sortir de l'euro. On nous dit en outre que le Grec est paresseux et malhonnête. La dévaluation pourra-t-elle les rendre honnêtes et travailleurs ? J'ai un doute. En fait pourquoi veut-on dévaluer ? Pourquoi instaurer des droits de douane ? Pourquoi instaurer une TVA sociale ? Systématiquement, il s'agit de rogner le pouvoir d'achat.

Pour conclure à ce stade, je ne sais pas ce que signifient la crise ou la compétitivité. On nous parle de concurrence mais c'est pour mieux la refuser. Et pour me protéger de la concurrence déloyale et des gens dangereux, on me propose de réduire mon pouvoir d'achat. Je m'y refuse car je suis convaincu qu'il existe d'autres solutions.

Je considère que la sortie de l'euro est inutile et n'aura d'autre conséquence que de réintroduire l'inflation dont nous nous sommes débarrassés dans les années 1980.

Philippe DESSERTINE

J'ai la lourde tâche de revenir sur des éléments concrets et factuels et d'essayer d'interpréter les événements économiques que nous venons de vivre, notamment l'été dernier, finalement beaucoup plus calme qu'annoncé. En effet, la crise que l'on craignait de voir se renforcer durant l'année, l'explosion de l'euro et les catastrophes attendues ne se sont pas produites. Que se passe-t-il réellement ? Allons-nous sortir de la crise ? Comment considérer la situation actuelle ?

Deux événements survenus entre la fin du printemps et le cœur de l'été ont marqué l'Europe et l'ensemble des marchés mondiaux, de plus en plus dépendants des nouvelles européennes : le sommet européen de juin 2012, puis la réunion des gouverneurs de la Banque centrale européenne fin juillet.

Le sommet de juin 2012 a rappelé que l'autre grande locomotive de l'Europe, après l'Allemagne, était la France. Parmi les 500 plus grandes entreprises du monde selon le magazine « Fortune », 132 sont américaines, 73 sont chinoises, 68 sont japonaises, 32 sont allemandes et 31 sont françaises, avec des chiffres d'affaires équivalents. La France est donc aussi bien équipée que l'Allemagne. A noter que la Grande-Bretagne en compte 26, la Hollande 11, l'Italie 9 et l'Espagne 8. Les deux grandes puissances et les deux locomotives de l'Europe sont donc une réalité.

Il convient de rappeler ces notions aux Français, tellement pessimistes et tellement négatifs quant à leur économie qu'ils en finissent par oublier leurs propres forces. Nous avons certes désindustrialisé notre pays, perdu des forces économiques. Cependant, le capitalisme français n'est pas resté inactif. La France compte de nombreuses sociétés de services parmi les grands groupes mondiaux, qui présentent l'intérêt d'embaucher beaucoup et d'éviter de délocaliser. Ces éléments ne sont pas neutres et prouvent que la France tient un rôle qu'elle seule peut jouer aux côtés de l'Allemagne, étant entendu qu'en matière monétaire, nous ne pouvons compter sur la Grande-Bretagne.

L'une des questions importantes depuis plusieurs semestres portait sur la position de la France. Lors du sommet de juin, il est apparu que l'alternance ne constituait pas un changement profond de perspectives, de trajectoires. Dès juin, le Gouvernement français a pris des engagements vis-à-vis de l'Allemagne pour réduire le déficit public. Le nouveau traité européen, que nous sommes en train d'adopter, repose en effet sur l'idée que créer de la dette, c'est-à-dire de la monnaie, nécessite de créer concomitamment de la richesse. Ce faisant, lorsque la dette est créée par l'État et plus particulièrement par les dépenses de fonctionnement de l'État, aucune richesse n'est créée, d'où un danger, d'instabilité monétaire notamment, voire d'explosion et de disparition de la monnaie européenne attaquée par trop de créations et insuffisamment défendue par la création de richesse.

Les Français ont donc annoncé en juin qu'ils entendaient poursuivre la réduction de leur dette, qui constitue une de leur faiblesse majeure. Cette nouvelle est particulièrement importante en ce sens que, à la tête de l'Europe, deux pays s'engagent à la vertu en termes économique ou en tout cas politique. Un vieux proverbe français dit qu'à la Saint Francis, qui est ce jour, le fruit est exquis. Réjouissons-nous du fait que les fruits sont bons. Parallèlement, le 28 septembre est également l'anniversaire de Confucius, qui disait que le chef d'état doit être éclairé et vertueux. La France a la volonté d'être vertueuse du point de vue monétaire et de rester dans la logique de l'Europe et de l'euro. Elle tempère ainsi la création de mauvaise dette, c'est-à-dire de dette sans création de richesse.

Cette information est essentielle car elle permet à l'Allemagne d'évoluer sur ses positions, par exemple son refus de créer de la dette pour venir en aide aux pays en difficulté. Lorsque l'Allemagne constate en juin que la France restera à ses côtés pour essayer au maximum de se conformer aux exigences d'une monnaie vertueuse, elle peut évoluer. Elle le fera fin juin, mais surtout au moment de la réunion des gouverneurs de la

Banque Centrale Européenne, fin juillet. Lorsque Mario Draghi, Président de la BCE, lance la discussion sur les nécessités d'intervenir, l'Allemagne accepte alors un certain nombre de principes.

Depuis le début de la crise, les Allemands sont préoccupés par la spéculation sur l'euro, en dehors de l'Europe. De nombreux fonds anglo-saxons testent en effet le système européen. Dès juin 2010, l'Allemagne, craignant les spéculations, avait été le seul pays à interdire les ventes à découvert, c'est-à-dire le fait de « shorter » l'euro. Dès lors que des certitudes ont été données par la France à l'Allemagne, cette dernière accepte de réfléchir avec la BCE à des moyens non conventionnels pour casser la spéculation sur l'euro. Concrètement, au cours de la réunion, le gouverneur allemand ne s'est pas opposé à ce que la BCE utilise dès septembre des moyens de casser la spéculation sur l'euro. Il s'agit, sur le marché secondaire de la dette euro, de mettre en place une garantie en dernier ressort de la BCE. Cette dernière reçoit ainsi l'autorisation de l'Allemagne de donner cette garantie sans limite. Quels que soient les montants détenus et les problèmes qui pourraient se produire sur le marché de la dette, la BCE rachètera ces titres.

Le but est double. Pour Mario Draghi, l'euro est inéluctable. Il est impératif de cesser d'envisager que l'explosion de l'euro constitue un scénario possible. Désormais, l'explosion de l'euro n'est plus une possibilité. Le but est de casser le phénomène spéculatif en montrant qu'il ne servira à rien de chercher à casser l'euro car la BCE est prête à racheter sans limite.

Au-delà, l'objectif est de ne pas recourir à cette arme. En effet, dès lors que les banques mondiales, qui détiennent des obligations en euro, savent que la BCE leur rachètera les obligations quoi qu'il adienne, celles-ci doivent redevenir ce qu'elles étaient avant la crise, c'est-à-dire des titres sans risque, dans lesquels on peut avoir une confiance absolue. Si elle n'apporte pas une rémunération très élevée, en revanche elle constitue une base solide de portefeuille à caractère sûr. Telle est la grande idée que la BCE souhaite mettre en œuvre à compter de la fin juillet et qu'elle entend communiquer à l'ensemble des marchés.

Aussi avons-nous assisté dès cette période au redressement des marchés. Le CAC a envisagé de franchir à nouveau 3 500 points. A moins de 2 800 points, il atteint le niveau de la peur. Il reflète le travail des marchés financiers mondiaux sur l'hypothèse de la disparition de l'euro. Dès lors que les marchés reçoivent le message que cette hypothèse disparaît, le niveau de risque correspondant est retrouvé. D'ailleurs, nous constatons que les manifestations en Grèce et les tensions en Espagne génèrent des baisses de marché, vers des niveaux qui pourraient correspondre au risque d'explosion. Nous devons sans cesse donner des signes d'assurance pour montrer que l'euro n'explosera pas.

Avec 3 500 points, le CAC reste peu élevé comparativement à son niveau de 2007 (6 200 points). Nous traversons une phase de réajustement extrêmement fort. Néanmoins, le risque d'explosion est écarté. Il est important de relayer cette information partout. Début septembre, nous avons une réunion avec le responsable d'une grande agence de notation anglo-saxonne, qui le matin même avait rencontré Mario Draghi et souhaitait déjeuner avec quelques économistes. Il a expliqué que l'agence était inquiète de la récession, mais surtout de l'Europe et d'un risque politique. Les européens sont alors intervenus en soutenant que la Grèce ne sortirait pas de l'euro, lequel resterait tel quel, que ce scénario catastrophe devait être écarté.

Par conséquent, nous pourrions récupérer de manière durable le coût du financement mondial qui était associé à ce risque majeur. L'Italie voit d'ailleurs ses taux d'intérêt enfin commencer à baisser depuis hier. En effet, si les investisseurs constataient que les mesures prises s'inscrivaient dans le sens d'une réduction de la dette correspondant à des dépenses publiques excessives, ils craignaient une explosion de l'euro, risque que reflétaient les taux d'intérêts. Peu à peu, les marchés commencent à concevoir que l'euro subsistera et que ce risque majeur disparaît. D'autres demeurent néanmoins.

Parallèlement, d'autres excellentes nouvelles nous parviennent. Nous avons ainsi appris hier que la France réduira effectivement son déficit. La voie choisie par les Français au travers de leur vote implique un accent mis sur la fiscalité, au détriment d'une réduction de la dépense publique. Ce choix doit être mis en œuvre. La hausse de la fiscalité implique des conséquences sur la vie de tous les Français. La réduction des dépenses publiques interviendra tout de même, dans une moindre mesure par rapport à l'autre alternative que pouvaient choisir les Français par leur vote. Elle aura également des conséquences tangibles dans la vie quotidienne de tous les Français. Cette nouvelle n'est pas bonne pour un français. Elle est excellente du point de vue du risque économique. La France tient ses engagements, d'une certaine façon.

Deuxième bonne nouvelle : l'Europe met en place la structure pour pouvoir perdurer. Outre la notion de pacte budgétaire, le traité européen recouvre également des aspects de coordination, de gouvernance et, par conséquent, de sanction si le pacte n'est pas respecté. Ces structures permettent de rassurer la communauté économique mondiale.

Troisième bonne nouvelle : dans les différents pays, cette avancée passe difficilement, mais passe néanmoins. Le vote des Pays-Bas, envisagé comme défavorable aux notions de rigueur, d'austérité, a montré que les électeurs votent pour des mesures certes désagréables, mais qui permettent d'envisager l'avenir. Les Grecs ont voté de la même manière au printemps alors qu'ils auraient pu être tentés de renoncer et de vouloir suivre une solution chimérique. Tout ce que l'on redoutait ne se produit pas. L'Europe avance, de manière douloureuse, mais certaine. Cette nouvelle est fondamentale pour l'économie mondiale. Elle signifie que les citoyens européens suivent. Démocratiquement, la zone euro continue à progresser dans le même sens.

Au titre de la présente conférence, je répondrai positivement. L'Europe créée peu à peu les conditions pour que les politiques s'obligent à se réunir afin de réfléchir à la manière dont les institutions devront s'adapter à une réalité que nous aurons déjà créée. Cette situation doit être considérée comme la plus positive et favorable possible.

Pour autant, peut-on évoquer une sortie de crise ? Surtout pas ! En Europe comme dans le reste du monde, la question de la dette et de la sur-dette créée au cours des deux dernières décennies est toujours d'actualité. Elle constitue toujours le problème majeur de l'Occident par lequel l'espoir de croissance est sans cesse remis à demain.

Jean-Marc DANIEL

J'intitule certaines de mes interventions d'un vers de Virgile, que vous connaissez certainement si vous avez lu Astérix : « Je crains les Grecs même lorsqu'ils font des cadeaux », que je transforme en « Je crains les Grecs, même quand je leur fais des cadeaux ». Berlin doit se trouver dans cette position. Tel est le véritable enjeu de l'Europe : ne plus craindre les Grecs.

Concernant la croissance, le véritable enjeu me semble de réinterpréter les politiques économiques. Le modèle qui avait été mis en place dans les années 1950-1960 aux États-Unis, qui combinait acceptation de l'inflation et acceptation de la dette publique, atteint actuellement ses limites.

En France, les récessions se succèdent régulièrement : 1975, 1983, 1993, 2001-2002, puis 2009. Systématiquement, trois lectures sont possibles. La première consiste à envisager la fin du capitalisme, que j'ai évoquée précédemment, la crise ultime.... Une deuxième consiste à penser que la récession survient par hasard : en 1975, à cause du premier choc pétrolier ; en 1982, à cause du second choc ; en 1993, à cause de l'Irak ; en 2011, à cause de la bulle internet ; en 2009, à cause des subprimes. Il existe toujours une cause extérieure. Je remarque au passage que le prix de l'énergie intervient souvent parmi les causes mises en avant.

La troisième est de s'appuyer sur la réflexion économique qui montre que les récessions sont le fruit d'une dynamique cyclique et de constater que le problème repose sur le niveau de croissance auquel on remonte après ces récessions. Dans les années

1960, on revenait à 5 % de croissance, à 4 % dans les années 1970, à 3 % dans les années 1980, à 2 % dans les années 1990, à 1 % dans les années 2000. En 2010, la croissance ne revient plus. Nous sommes dans une situation de *quasi* non-croissance. Le système n'est-il plus capable de générer de la croissance ? Comment la retrouver ?

Encore une fois, les outils traditionnels de la politique économique qu'utilisaient les Américains ont été l'inflation dans les années 1960-1970, puis le déficit public. Pour soutenir la croissance économique, l'État a décidé de créer de la dette publique. En France, elle a été *justifiée* intellectuellement par ce que j'appelle « Le théorème de Chirac » : en période de récession, il convient d'augmenter les dépenses pour soutenir l'activité ; en période de croissance, il convient de baisser les impôts pour récompenser les Français de leur travail.

A quel moment équilibrer le budget ? Depuis 40 ans, il ne l'a jamais été. Conséquence : nous avons accumulé la dette pour atteindre une *dette de 90 % du PIB*. Or, tous les économistes s'accordent : à partir de ce niveau, toute décision prise par l'État conduisant à un accroissement de cette dette impliquera instantanément une perte de croissance économique. Cela signifie donc que les outils mis en place par les États sont devenus inefficaces. Aux États-Unis, le déficit public représente actuellement 8,5 % de la production et la croissance plafonne à 2,5 %. Combien faudrait-il mettre en circulation de dette et de monnaie créée pour parvenir à générer une croissance de 3 à 3,5 %, qui permettrait véritablement de freiner le niveau de chômage ?

Inflation et déficit public ne fonctionnent plus.

De ce fait, nous devons revenir à la vision de l'économie d'autrefois, pour laquelle la croissance repose *d'abord* sur le travail et une énergie peu onéreuse. Les premiers économistes évoquaient le soleil. Aujourd'hui, nous avons du pétrole, du charbon, du gaz de schiste, du bois, l'agriculture. Un des enjeux de l'économie mondiale est de *trouver le moyen de mieux utiliser le soleil d'aujourd'hui*.

Le deuxième élément de croissance est le progrès technique. Nos dirigeants nous parlent sans cesse d'innovation. Cependant, elle ne se décrète pas. Il est question d'augmenter le budget de la recherche et développement, de l'enseignement. Philippe et moi sommes enseignants. Si vous pensez qu'accroître nos salaires permettra d'apporter de la croissance, n'hésitez pas. Cependant, nous aurons l'honnêteté de reconnaître que cet argent *serait gaspillé*.

L'innovation ne se décrète pas ; elle se suscite. Comment ? Qu'est-ce qui peut inciter les entreprises à évoluer ? Lorsque le Pacte de stabilité et de croissance a été signé à la fin des années 1990, la stratégie de Lisbonne avait été mise en parallèle. Son objectif était une croissance en volume de 3 % en moyenne en valeur par an. Nous cumulons donc 2 à 2,5 points de retard par rapport à l'objectif fixé, qui n'était pas absurde. Ce sont les entreprises qui génèrent la croissance. Pour ce faire, elles doivent disposer de fonds propres. L'un des grands enjeux de l'économie française et italienne repose sur le niveau des fonds propres des entreprises. Tant que nous oublierons que les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, nous ne préparerons pas les emplois d'après-demain. Tant que l'on ne considèrera pas que les dividendes distribués correspondent à de l'épargne investie dans les projets industriels, nous n'enregistrerons pas de croissance. Celle-ci s'appuie sur les fonds propres, qui nécessitent que des personnes mobilisent leur épargne sur les risques qu'ils prennent. Le Gouvernement l'a d'ailleurs bien compris en créant la banque publique d'investissements. Cependant, les entreprises n'ont pas besoin d'un FSI, mais de fonds propres.

Troisième élément : si on ne prend pas de risques, d'autres les prendront à notre place. Telle est la concurrence, qu'il faut généraliser. La concurrence figure dans tous les rapports. Le rapport de Rueff Armand, que j'ai étudié pendant mes études, indique par exemple déjà qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre de licences de taxis à Paris. Lorsque Jacques Attali a rendu le sien, le nombre de taxis était inchangé. Depuis, il a

légèrement augmenté. La croissance est un état d'esprit, *une démarche générale qui accepte la concurrence.*

Dernier point : puisque la dette publique ne sert plus à rien, il convient de la réduire. En ce moment, il me semble que l'on appréhende enfin la réalité de l'économie européenne sur la base du cycle économique. On a conscience qu'il est normal en période de récession de présenter un déficit budgétaire. En revanche, en période de forte croissance, il est anormal de ne pas dégager un excédent budgétaire. Ces derniers mois, l'euro a été perçu par nos dirigeants comme enraciné dans notre vie quotidienne, comme si les pays de la zone euro en faisaient partie *ad vitam aeternam*. Cependant, dès lors que l'on s'inscrit dans le temps long, il convient de penser l'économie selon la même perspective.

Monsieur Monti incarne parfaitement cette volonté de réviser le déficit budgétaire, de jouer sur la concurrence, et d'essayer de mettre en place plus de fonds propres. La production industrielle de l'Italie est déjà supérieure de 25 % à celle de la France. Ce pays a un ressort exceptionnel. Continuer à être une puissance de référence avec les dirigeants qu'a connus l'Italie le prouve. De la même manière, Monsieur Cameron, qui lorsqu'il augmente la TVA baisse l'impôt sur les sociétés, cherche à baisser les charges qui pèsent sur la création de richesses par les entreprises. Il importe en effet de leur laisser la capacité à investir au travers de la capacité à garder une partie de leur profit. Il est donc essentiel de laisser se développer une dynamique de création de richesses en investissant et non pas une vision à court terme en faisant en sorte que les entreprises qui survivent gardent le plus longtemps possible des emplois.

Cette dynamique de concurrence, qui permet le progrès technique, dans laquelle on constate que ni l'inflation ni le déficit budgétaire ne sont des moyens de soutenir la croissance, doit être utilisée pour lisser les conséquences du cycle, pour faire en sorte que la brutalité des retournements du cycle soit la moins pénalisante possible. Cette dynamique est aussi celle de l'affirmation d'une cohérence sur le long terme. Je pense qu'elle est à portée. Elle est en place en Italie, en Angleterre. Elle est plus confuse dans la façon dont elle se gère en Allemagne et au Japon. L'un des grands enjeux pour l'humanité est que la première puissance mondiale, à savoir les États-Unis, accepte cette dynamique, reconnaisse qu'accumuler les déficits budgétaires n'a plus aucun impact sur la croissance, sauf à atteindre des niveaux d'endettement abyssaux, constate que maintenir une demande très supérieure à l'offre n'a pas d'autre conséquence que de préparer les drames financiers futurs et accepte l'idée de redonner à ses entreprises le goût de l'investissement.

Je conclurai mon propos par une anecdote qui s'est déroulée en Chine, au 6^{ème} siècle. L'empereur byzantin de l'époque, qui se définit comme romain d'Orient, mais plus ou pas encore comme grec, gère la monnaie mondiale, le bezant. Les Byzantins achètent à la Chine de la soie, qui de ce fait dégage un excédent commercial colossal. Les deux pays se rencontrent à Ceylan, négocient et les Chinois proposent que les Byzantins leur vendent quelque chose pour rééquilibrer les échanges. Les Grecs proposent-déjà !!- de l'huile d'olive, ce qui intéresse les Chinois. Mais les Chinois veulent acheter les plans d'oliviers. Le transfert de technologie était déjà dans la mentalité des Chinois du 6^{ème} siècle !! Justinien refuse ce transfert et envoie un prêtre leur expliquer le christianisme. Les Chinois se méfient. Ils ont raison car le prêtre possède une crosse en bambou creuse, qu'il remplit de vers à soie qu'il ramène à Constantinople. Les quelques vers à soie et mûriers qu'il reste dans votre région sont issus de ceux volés à l'époque par les Byzantins. Concrètement, les Chinois se sont fait avoir et l'Empire byzantin a gagné : nous autres Occidentaux, ne sommes pas encore perdus !!

Monsieur Luttwack, philosophe et économiste américain, est spécialiste de l'histoire de Rome et de Byzance. Récemment, lors d'une conférence en Europe, il racontait cette histoire et une personne lui demandait si Obama irait voler les Chinois. Il a répondu négativement, précisant que les USA détenaient encore la technologie et que la Chine n'était pas parvenue à la frontière technologique. Cependant, il a établi un parallèle avec Basile II, empereur byzantin de l'An 1000, qui, incapable de contrôler le monde, règne en

divisant ses adversaires. Monsieur Luttwack, intellectuel américain annonce donc clairement aux Européens que les États-Unis entendent mettre le désordre hors de leur propre territoire, en régnant par la division.

De ces anecdotes, je tire des conclusions simples.

Il faut créer de la concurrence pour se remettre au travail.

Il faut réduire le déficit budgétaire, qui ne sert à rien. On peut augmenter les impôts et réduire les dépenses. Cependant, hormis quelques dépenses de détails, personne ne sait exactement comment faire. Les salaires du secteur privé représentent 550 milliards d'euros contre 260 milliards d'euros pour le secteur public. Faut-il baisser les salaires du secteur privé ou ceux du secteur public ? Le coût du travail est-il représenté par les 550 milliards ou les 260 milliards ? Je laisse la question en suspens. Pour ma part, j'ai une réponse, qui n'est visiblement pas partagée, notamment pas en haut lieu.

Durant la campagne électorale, j'expliquais que j'étais scandalisé car Nicolas Sarkozy faisait campagne pour les retraités ; Il avait en effet procédé à une hausse des retraites de 2 % mais une hausse de 1 % seulement de la base mensuelle des allocations familiales. Ces propositions étaient cohérentes avec le modèle allemand, qui faisait suite au Japon. La maison de retraite était présente dans les esprits. Quant à François Hollande il faisait clairement campagne pour les fonctionnaires en annonçant 60 000 emplois supplémentaires. Pour moi, ils auraient dû formuler des propositions pour les personnes qui se lèvent le matin pour se rendre à leur travail. Plusieurs commentateurs m'ont fait remarquer que j'avais raison, mais que tous les Français seraient un jour retraités et tous rêvaient que leurs enfants deviennent fonctionnaires !! Pourtant je reste convaincu qu'il existe des forces dans ce pays refusant le choix entre la vieillesse et la fonction publique. Je suis convaincu que, si on leur assure que l'État assumera ses responsabilités, elles prendront les leurs et nous donneront plus de croissance.

La vraie punition dans le système capitaliste est de faire faillite. Si un message clair portant sur la concurrence et l'État bien géré est porté, le progrès technique suivra et donc la croissance. Quant à l'empire américain, il faut faire avec : il n'est pas mort et il est notre allié. Mais il règne par la division, des fonds anglo-saxons spéculent contre l'euro. Donc prudence et méfiance, même si nous sommes toujours alliés.

Philippe DESSERTINE

L'illusion que la richesse économique peut être tirée par la consommation, la demande disparaît avec la crise. Jusqu'en 2007, les plus grands pays du monde étaient ceux qui consommaient le plus. Il s'agissait même d'un but pour certains, qui considèrent que consommer leur confère un rôle social. Telle était l'illusion de la demande. Cette crise nous apprend que progressivement, les pays qui dominent le monde sont ceux qui produisent. Nous revenons ainsi à la logique économique qui a été celle de tout temps, que répètent inlassablement nos amis allemands : produisez d'abord et consommez ensuite. Nous nous dirigeons donc de plus en plus vers une économie de l'offre.

Cette nouvelle est excellente pour la France. En effet, notre pays s'est constitué sur cette capacité à produire de la richesse. En 1820, lorsque le terme de crise économique fait son apparition, la première puissance économique du monde était la Chine. Les pays occidentaux, qui sont ensuite devenus les leaders mondiaux, étaient encore très éloignés du potentiel chinois. Durant l'intervalle, les pays occidentaux et la France notamment ont produit des quantités de richesse exceptionnelles grâce à l'innovation, la révolution industrielle de la fin du 19^{ème} siècle et à toutes ses conséquences durant le 20^{ème} siècle.

Aujourd'hui, la France doit tout simplement renouer avec son passé et la capacité du peuple français à produire de la richesse. Je n'utiliserai pas le mot travail, devenu politique depuis la campagne électorale de 2007. La France doit absolument retrouver son énergie professionnelle. Si vous expliquiez à vos grands-parents ou arrière grands-parents que vous disposez de 5 semaines de congés payés, que les semaines de travail durent 4,5 jours et qu'une journée est travaillée 7 heures, ils seraient stupéfaits. La France doit

comprendre que son avenir nécessite de retrouver les forces qui l'ont constituée. Elle ne s'est pas construite par sa capacité de consommation, mais à produire des richesses.

L'aspect psychologique est essentiel. Nous sommes enseignants. Nous retrouverons la semaine prochaine nos étudiants. Les gamins qui viennent d'obtenir leur Bac sont tellement traumatisés par leur environnement, par le discours que nous leur servons qu'ils expliquent que la vie à laquelle ils aspirent est la fin de journée, la fin de la semaine, les vacances, voire même de la retraite. Ils sont traumatisés par la perspective de l'univers professionnel. Cette situation est dramatique et constitue certainement une des origines de l'incroyable pessimisme ambiant français. Dans leur majorité, les Français commencent par affirmer que tout va mal, puis finissent par reconnaître que la situation pourrait être pire et qu'ils ne sont pas si malheureux.

Les jeunes ont besoin d'un choc psychologique. Il m'arrive de faire venir des professionnels au sein de l'amphithéâtre : chefs d'entreprise, chercheurs, médecins, etc. Je veux qu'ils leurs expliquent qu'ils sont parfois au travail à 20 heures parce qu'ils ont oublié l'heure, parce que l'intérêt de leur tâche a dépassé les contraintes. On ne peut qu'espérer qu'ils vivent une telle expérience pour découvrir que, parallèlement à la vie privée, une vie professionnelle épanouissante peut constituer un but positif. Face à de tels discours, les mains se lèvent, les échanges s'engagent. Le système français présente sans cesse les choses de manière négative : travailler sinon l'enfant aura de mauvaises notes ; il est brillant et est admis en classe préparatoire, il obtient un 3 dans sa matière de prédilection, etc. Tous les étudiants provenant du système anglo-saxon, qui rejoignent le système français, dépriment pendant six mois minimum parce qu'ils prennent des coups de toute part. Telle est la mentalité générale, celle que nous, en tant que parents, leur donnons.

Lorsque nous évoquons la façon dont la France doit repartir en s'appuyant sur ses fondamentaux, soyons vigilants aux messages que nous transmettons aux jeunes. Prenons l'exemple du cinéma français, qui est formidable et largement récompensé. Pourtant, l'univers professionnel y est décrit comme épouvantable, les personnes sont brimées, déprimées, subissent de mauvais coups, etc. Pour faciliter le retour de l'économie de l'offre, il est fondamentale d'expliquer aux jeunes que la vie professionnelle peut être une source d'épanouissement, auquel cas la France pourra redevenir une formidable puissance d'innovation.

En avril, nous avons organisé un débat entre un grand patron allemand et un grand patron français. L'Allemand, qui avait dirigé Hewlett Packard et SAP, était membre du conseil d'administration d'Airbus, expliquait que l'entreprise idéale est franco-allemande. Il s'y applique en effet la discipline allemande et l'innovation extraordinaire des français.

Cet été, j'ai découvert un nid de frelons asiatiques sur mon balcon. Trois employés communaux, qui travaillaient depuis des semaines sur cette espèce, sont intervenus. Ils avaient inventé une nouvelle technique de capture et étaient passionnés par leur métier, envoyant des images sur des sites du monde entier. Ces personnes reflétaient typiquement l'innovation à la française. Ils n'étaient motivés ni par l'argent ni par une éventuelle récompense. Dans notre pays, face à un problème, on trouve souvent des solutions intéressantes. Nos grandes entreprises ont été constituées de la sorte. Lorsque l'on cherche à penser la crise, il est nécessaire d'adopter une vision positive de l'avenir, notamment en France. Nous avons les forces qui doivent nous permettre de rentrer dans un autre monde.

Cela permettra-t-il à nos dirigeants de penser une nouvelle approche ? Tel n'est pas le problème de mon point de vue. En revanche, nous devons apprendre à nos enfants à appliquer dans leur vie le principe majeur selon lequel créer de la richesse est exaltant et passionnant. Dès lors, si l'enthousiasme reprend, nous aurons alors parcouru les trois-quarts du chemin pour retrouver, pas nécessairement la croissance, mais un mode de fonctionnement économique vertueux.

I) Échanges avec la salle

De la salle

Lorsque la France a gagné le mondial, il s'en est suivi une sorte d'euphorie dans le pays. A-t-elle été mesurée en termes de croissance ?

De la salle

Vous êtes des économistes suffisamment optimistes pour nous insuffler votre élan. Vous avez commencé par nous expliquer que l'Europe progresse et n'exploserait pas. Cependant, vous n'avez pas abordé la question qui a focalisé la politique de la chancelière allemande sur la limitation des désordres, notamment en premier lieu les volumes de liquidités, créés en particulier pour désendetter les États du sud de l'Europe. Compte tenu de ces désordres, votre optimisme est-il toujours intact ?

De la salle

Qu'attendez-vous pour créer un parti et vous présenter aux prochaines élections ?

Jean-Marc DANIEL

La victoire de la France à la Coupe du monde n'a pas eu d'impact sur la croissance. Un autre évènement a marqué l'imagination, mais est resté sans impact : les grèves de 1995, en particulier dans les transports parisiens. En revanche, la relance de 1981-1982 a eu un impact sur le PIB en 1982. Cependant, en 1983, il avait de nouveau baissé, ce qui montre l'inertie de la croissance économique.

Ces faits ne signifient pas pour autant que les facteurs psychologiques ne sont pas importants. De plus en plus d'économistes construisent des modèles où les facteurs de production ne sont pas le capital et le travail, mais la confiance, le niveau d'éducation mesuré de façon qualitatif et non quantitatif.

Sur cet aspect, parmi les pays de l'OCDE, la France est le pays où les habitants sont les plus nombreux à considérer qu'il faut être malhonnête pour réussir. Ils pensent aussi majoritairement que les personnes qui bénéficient de l'État providence le vole. La France n'aime donc ni ses riches ni ses pauvres. Ce problème est typiquement français.

S'agissant de la deuxième question, le fait que les banques centrales rachètent de la dette ne signifie pas qu'il se crée de la monnaie. Celle-ci était auparavant créée par les banques commerciales. La nature de la monnaie change. Cependant, la quantité de monnaie n'augmente pas. Les statistiques monétaires, aux États-Unis comme en Europe, prouvent d'ailleurs que la quantité est relativement stable, mais que la nature de la monnaie change. Une quantité de plus en plus importante de monnaie est portée par la banque centrale. Le processus n'est pas quantitatif, mais qualitatif. On fait porter par les banques centrales des papiers qui devraient rester entre les mains de banques de second rang. L'image de la planche à billets, des assignats n'a plus lieu d'être. La quantité de monnaie n'augmente pas autant qu'on le pense.

En revanche, il est inquiétant de constater que la Banque Centrale est devenue une sorte de « bad bank », c'est-à-dire qu'elle assume ce que les autres banques ne veulent pas.

Quant à créer un parti politique, vu mon âge, je laisse cette tâche à d'autres. Je trouve assez saisissante cette idée selon laquelle l'action efficace est forcément une action politique. Alors que nos problèmes sont clairement identifiés, notre société est de plus en plus convaincue que les choses fonctionnent par opinion et non par savoirs. Internet est à l'origine de cette évolution. Cette situation traduit un problème de hiérarchisation de l'information et de la qualité du savoir. Je pense que le parti politique n'est pas le meilleur vecteur. Dans le roman de Georges Orwell, « 1984 », le slogan du parti communiste est « 2 + 2 = 5 ». Le héros est arrêté et accusé de contester ce slogan. Il explique que 2 + 2

font 4, ce à quoi il lui est répondu que $2+2=5$ car c'est l'opinion de ceux qui ont le pouvoir. Tel est le totalitarisme. Aujourd'hui, l'ignorance est de prétendre que $2 + 2 = 5$ et de créer un réseau social autour de cette assertion. Le véritable enjeu consiste à trouver l'équilibre entre la liberté d'expression et la diffusion de l'ignorance. Je ne suis pas persuadé que, à l'heure actuelle, un parti politique le permette. En ce qui me concerne, il est trop tard pour moi.

Philippe DESSERTINE

En 2005, des études avaient été réalisées auprès des Français sur les dix plus grands évènements des dix dernières années. La victoire de la Coupe du monde 1998 avait été citée en premier, loin devant les attentats de 2001. La création de l'euro était le dernier de la liste. Le passage à l'euro est intervenu tellement facilement que l'Europe n'a pas mesuré à quel point elle avait réussi un tour de force. Au même moment, aux États-Unis, cette création était perçue comme tout à fait insensée. Nous n'avons pas non plus réalisé à quel point il s'agissait d'une dépense considérable. L'euro a coûté dix programmes Apollo. L'Europe a créé l'euro car elle pensait que les deux guerres mondiales étaient issues de désordres monétaires et qu'une monnaie aiderait l'économie européenne à être plus fluide, pour écarter les dangers, notamment de conflit.

Nous avons à être fiers de ce que nous avons fait et les politiques européens dans leur ensemble peuvent être fiers de ce qu'ils ont réalisé dans les années 1980 et 1990.

Par ailleurs, la Banque centrale achète sur le marché secondaire. Il n'a jamais été question qu'elle achète sur le marché primaire. La Banque Centrale a pour rôle de maintenir le système bancaire européen à flot et est donc bien dans sa mission en achetant des titres sur le marché secondaire.

S'agissant du parti politique, je m'emploie en permanence à défendre les idées que nous portons et que nous venons d'évoquer. Déclarer que le déficit est trop important ne signifie pas être de gauche ou de droite. Ce n'est pas politique, contrairement à la façon d'y remédier. Il importe que le diagnostic soit partagé par tous. Or, en Europe, un consensus émerge sur ce point. Il s'agit sans doute de l'élément le plus positif. Nous évoquons l'avenir de notre pays et de nos enfants. Cela n'est pas politique et appartient à tous.

Jean-Marc DANIEL

Au moment de la Révolution, quelqu'un a demandé à Beaumarchais s'il souhaitait créer un parti. Il a répondu : « *Si je devais créer un parti, ce serait le parti de la joie de vivre* ». Ceux qui ont déjeuné avec nous ce midi peuvent témoigner qu'il s'agit du seul parti auquel nous sommes prêts à adhérer.

Nous vous remercions.